



Les USA quittent le nord-est syrien. Qui gagne et qui perd? (partie 2 de 3)

Par [Elijah J. Magnier](#)

Mondialisation.ca, 18 octobre 2019

[ejmagnier.com](#) 16 octobre 2019

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Lire la première partie en cliquant [ICI](#)

Les forces turques n'ont envahi le nord-est syrien qu'après concertation avec les USA pour définir quelle était la [ligne à ne pas franchir](#). De plus, les deux superpuissances que sont les USA et la Russie ont protégé la Turquie en [bloquant](#) une résolution de l'ONU rédigée par l'UE visant à stopper l'avance turque. La Turquie n'a pas voulu que les USA arment et entraînent les Kurdes syriens et leur donne un État indépendant à sa frontière tout en la gardant comme alliée. Le président Donald Trump n'avait d'autre choix que d'accepter la position défendue par le président turc Recep Tayyip Erdogan plutôt que celle des séparatistes kurdes. Pour sa part, la Russie jugeait la présence turque au nord-est syrien plus facile à gérer que celle des forces US et la désillusion des Kurdes à l'endroit de leur mentor américain a permis au président Erdogan d'aller de l'avant. Qui sont donc les gagnants et les perdants parmi ces joueurs?

La Turquie

Ankara a joué un rôle particulièrement déplorable depuis le début de la guerre en Syrie, en ouvrant la porte de la Syrie aux djihadistes du monde entier. La position turque allait de pair avec les directives des USA et de l'UE, qui appelaient à un changement de régime en Syrie ou à l'établissement d'un État en déliquescence permettant à chaque joueur d'accaparer une parcelle du pays et de le laisser dans un chaos total. La Turquie a également permis aux djihadistes d'attaquer et d'occuper la ville d'Idlib à partir de la frontière turque. Elle a fait de même lorsque les djihadistes ont attaqué Kesseb et menacé la province de Lattaquié.

Le président Erdogan a toutefois retiré ses mandataires d'Alep, ce qui a permis à l'armée syrienne de libérer cette ville du nord en faisant moins de pertes humaines. La Turquie a également joué un rôle efficace dans la chute de la Ghouta, en banlieue de Damas, à l'avantage de l'armée syrienne.

Le président Erdogan a aussi poussé ses troupes jusqu'à Jarablus au nord-est syrien pour ensuite, deux ans plus tard, occuper Afrin, contrecarrant ainsi la réalisation du rêve des Kurdes syriens de créer un État du « Rojava ». Son invasion du nord-est syrien a sonné le glas au Kurdistan du Nord, en plus de pousser indirectement les forces US hors du nord-est syrien, qui comptent aujourd'hui maintenir qu'une présence limitée à [al-Tanaf](#).

Le président turc est devenu un partenaire essentiel du processus de paix d'[Astana](#), en raison de sa mainmise sur plus de 10 % du territoire syrien et de son influence sur les

militants et les djihadistes. Il a aussi réussi à bien jouer ses cartes pour maintenir un équilibre entre les USA et la Russie, en se procurant des armes auprès des deux parties malgré le mécontentement et la désapprobation de l'administration américaine.

Malgré son incapacité à remplir sa promesse de paralyser, contenir et démanteler les groupes djihadistes à Idlib, la Turquie a autorisé une expédition militaire contre eux lorsqu'ils ont refusé de cesser de déployer des drones armés contre la base militaire russe de Hmeimim.

Le président Erdogan va maintenant négocier un nouveau cadre constitutionnel à Astana. Il tient déjà Idlib et compte (souhaite) prendre presque 14 000 km² (440×32) du nord-est syrien. Son pays compte 3,6 millions de réfugiés syriens et il voudrait bien en reloger quelques millions en Syrie. Il doit aussi donner satisfaction à ses mandataires syriens, qui l'accuseront de trahison s'il ne leur accorde pas au moins le minimum qu'ils demandent, à savoir leur réintégration dans la société syrienne sans avoir à subir de persécution du fait de leurs actes et un changement constitutionnel qu'ils approuvent.

Bien que le président Erdogan était totalement dans le camp des USA et de l'OTAN au début de la guerre syrienne et qu'il est allé jusqu'à abattre un [avion russe](#) en novembre 2015, il est parvenu à établir un équilibre avec Moscou. Il est en train de devenir un partenaire stratégique de la Russie, non seulement parce qu'il s'est procuré des [S-400](#), mais aussi en participant au projet de pipeline parrainé par Gazprom, le [Turkish Stream](#), qui devrait approvisionner l'Europe en gaz naturel russe. Le président Erdogan pourrait bien menacer de quitter l'OTAN, à la grande joie de la Russie, si jamais les USA imposent des [sanctions](#) contre son pays ou des personnalités turques.

La guerre syrienne n'est pas encore finie et le président Erdogan a encore des cartes à jouer dans cette dernière phase. La présence turque en Syrie va-t-elle se prolonger comme son occupation du [nord-est de Chypre](#)? Si c'est le cas, cela entraînera assurément un affrontement militaire avec Damas et la désapprobation de ses alliés russes et iraniens.

Les Kurdes syriens et les tribus arabes loyales à Damas ne resteront pas les bras croisés si l'occupation turque se prolonge. Cela ne manquera pas de nuire aux relations entre alliés, qui doivent se tourner vers le développement de relations commerciales alors que les USA luttent pour maintenir leur hégémonie et imposent des sanctions à qui mieux mieux contre de nombreux pays. À la suite de ses plus récents mouvements au Levant, la Turquie aura un choix à faire : devenir partenaire ou ennemi. Reste à savoir de qui.

Elijah J. Magnier

Lire la [troisième partie](#)

Traduction de l'anglais par Daniel G.

La source originale de cet article est [ejmagnier.com](#)
Copyright © [Elijah J. Magnier](#), [ejmagnier.com](#), 2019

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca